

[Texte]

next five to seven years might create a situation in which the Americans would be able to argue that a lot of the public money that has gone into the development of the uranium industry or new mills in the north constitutes an unfair trading practice? Have you given any thought to that?

**Mr. Gaynor:** I will give you a quick answer. I do not think the forest products industry of Canada needs massive government support. We can compete, and we do.

**Mr. Blaikie:** Is it not the case that you receive government support?

• 1530

**Mr. Gaynor:** The industry as a whole, there have been various kinds of supports, but very little is required. In our experience as a company, we have had very little.

**Mr. Blaikie:** What about the question of local sourcing or preferential hiring policies in the north, these kinds of things? Have you given any thought as to how these could be jeopardized by a trade agreement in which these kinds of things, it could be argued, would be in violation of this kind of agreement? It just seems to me that with respect to a lot of the exporters who have come before us there is a great deal of enthusiasm, whether justified or not, about how this will guarantee markets without thought being given to what may be down the road in terms of the kinds of arguments that Americans may be able to generate against things which have in the past been part of policies for northern development—for instance preferential hiring, local sourcing, things like that.

**Mr. Gaynor:** If I can offer it as an example, we have this major paper mill under construction. We have no promises or no requirements to do anything with anyone. We are running the most cost-effective project we know how. Sixty percent of the construction workers are from within 60 kilometres of Prince Albert; 90% or so are from within the province of Saskatchewan. The majority of our purchasing, other than major equipment that cannot be accessed, is being done. . . because it makes sense to do it that way.

**Mr. Blaikie:** If there was government assistance involved and one of the conditions of that was these kinds of policies, that is the kind of direct economic regulation that would be impossible under this kind of agreement. That may not be of concern to you, but it is of concern to me.

**Mr. Gaynor:** Maybe someone else can better respond.

[Traduction]

qui pourraient s'appliquer d'ici cinq à sept ans pourraient pousser les Américains à prétendre que tout l'argent versé par le Trésor public dans le développement de l'industrie de l'uranium ou dans la mise en place de nouvelles usines dans le Nord constitue une pratique commerciale déloyale? Avez-vous envisagé cette possibilité?

**M. Gaynor:** Brièvement, je ne crois pas que le gouvernement soit obligé de subventionner massivement l'industrie des produits forestiers du Canada. Nous pouvons concurrencer les autres industries, et nous le faisons.

**M. Blaikie:** Mais ne recevez-vous pas des subventions du gouvernement?

**M. Gaynor:** Le gouvernement a aidé de diverses façons notre industrie dans l'ensemble, même si elle n'en requerrait que très peu. Dans le cas de notre entreprise à nous, nous avons reçu très peu d'aide du gouvernement.

**M. Blaikie:** Que faites-vous des questions d'approvisionnement à des sources locales ou de politiques d'embauche préférentielle dans le Nord, notamment? N'avez-vous pas songé que ces politiques pourraient être menacées par un Accord de libre-échange et que les Américains pourraient arguer qu'elles sont contraires à l'entente? Beaucoup d'exportateurs canadiens nous ont fait part de leur enthousiasme débordant—justifié ou non—devant la garantie d'accès au marché américain que prévoit l'Accord. Or, ils n'ont pas songé à ce que cela pouvait impliquer à long terme: les Américains pourraient bien s'insurger contre des mesures qui ont toujours jusqu'à maintenant été considérées comme des politiques gouvernementales visant le développement du Nord, et je pense à l'embauche préférentielle ou à l'approvisionnement à des sources locales, entre autres.

**M. Gaynor:** Laissez-moi vous citer l'exemple de cette importante fabrique de papier qui est actuellement en voie de construction. Nous n'avons rien promis à qui que ce soit et n'avons rien à respecter comme critère. Et pourtant, cette construction est l'une des plus rentables qui soient: 60 p. 100 des travailleurs de la construction habitent dans un périmètre de 60 kilomètres de Prince Albert; quelque 90 p. 100 de tous les travailleurs habitent la province de Saskatchewan. A l'exception des grosses machines qui ne sont pas disponibles sur place, nous faisons la majorité de nos achats. . . c'est ce qu'il y a de plus logique.

**M. Blaikie:** D'accord, mais si le gouvernement vous avait aidés par des subventions liées à l'acceptation de votre part de ce genre de politiques, je vous assure que ce genre de réglementation économique directe serait tout à fait impossible aujourd'hui en vertu de l'Accord de libre-échange. Cela ne vous inquiète peut-être pas, mais cela m'inquiète, moi.

**M. Gaynor:** Les autres peuvent peut-être mieux vous répondre.